

L'édito rouge

La retraite en ligne de mire

Fillon, Darcos et d'autres ont annoncé que puisqu'on vivait plus longtemps, il faudrait travailler plus longtemps. C'est le bon sens en action !

Ce qu'ils oublient de dire, c'est que si les régimes de retraite vont mal, c'est parce que les patrons ne versent pas toutes les cotisations qu'ils devraient, et parce qu'il y a plusieurs millions de travailleurs privés d'emploi et donc de la possibilité de cotiser.

Aujourd'hui, 6 salariés sur 10 sont privés d'emploi quand vient enfin le droit de partir en retraite et les autres s'usent parfois tellement au boulot qu'ils ne peuvent pleinement profiter de ce droit chèrement acquis.

Repousser l'âge de départ à la retraite, c'est condamner à des retraites de misère celles et ceux qui n'auront pas cotisés assez longtemps et c'est faire en sorte que pour des millions d'autres, l'âge du départ à la retraite coïncide de plus en plus fortement avec l'espérance de vie.

Dans les mobilisations pour la défense des retraites, le NPA se mobilisera pour le maintien du système de répartition, dès 60 ans comme âge de départ légal, et à 55 ans pour les métiers pénibles, avec une pension à hauteur de 75 % du meilleur salaire, pour 37,5 annuités.

MERCI CAMARADE !

Daniel Bensaïd : 1946-2010



«Aux antipodes de tout dogmatisme»

Les mots sont dérisoires pour exprimer notre chagrin et nos pensées qui vont à sa compagne, Sophie.

Les mots, lui, Daniel savait les trouver pour exposer clairement une idée complexe, la rendant aussi imagée que son accent toulousain. Sa vie durant, Daniel fut un combattant, jusqu'au dernier jour, même face à la maladie qui le rongait. Il humanisait le militantisme. Il avait soif de confronter et d'expliquer son point de vue. Il donnait envie de comprendre, et d'agir, encore et toujours, sur le monde injuste contre lequel nous nous révoltons. Avec lui, le marxisme devenait limpide, car il le rendait vivant, en constante remise en question, aux antipodes de tout dogmatisme. À contre-courant des idées triomphantes des années 1990, avec leur cortège de renoncements à gauche, et alors que les idées communistes, sans distinction, étaient mises en procès, Daniel a su défendre nos principes politiques. Grâce à sa pensée, nous avons pu nous revendiquer encore fièrement du communisme.

Daniel était tout-terrain. Il participait aux colloques, aux manifs, aux rassemblements internationaux, aux réunions de quartiers ; il était aussi gourmand de discussions en tête-à-tête. Les yeux pétillants, il t'invitait alors dans son univers, celui des idées, des filiations historiques et des polémiques philosophiques contemporaines. Lorsqu'il devinait chez moi de l'incompréhension, alors il souriait, de son petit rire, puis il faisait semblant de passer à une autre idée pour me réexpliquer la même, mais différemment. Daniel était accessible parce qu'il était généreux. Même dans les derniers temps, il demandait d'abord des nouvelles des autres. Internationaliste, il détestait toutes les frontières : géographiques, celles qui séparent les mondes manuel et intellectuel ou éloignent les générations. Du coup, la différence d'âge n'avait pas d'importance entre nous.

Sans nostalgie, Daniel a participé activement à la création du NPA, car il conjugait son militantisme au présent. Lors de la dernière mobilisation universitaire, je me souviens de ses mots : «Ça donne envie d'y croire». Tu nous as donné envie d'y croire, Daniel. Aujourd'hui, plus encore.

Olivier Besancenot



L'agenda rouge

Mardi 9 février à 20h30, salle Thiers-Boisnet à Angers : **Meeting départemental de la liste « Tous ensemble, la gauche vraiment »** aux élections régionales du 14 mars, soutenue par le NPA, le Front de Gauche, Les Alternatifs, la FASE et la Gauche unitaire.

Mercredi 10 février à 20h30 à L'Étincelle 26 rue maillé à Angers : **Vidéo projection « Parcours libertaire, entretien avec Georges Fontenis »** Organisée par Alternative Libertaire 49

Judi 11 février à 19h à « l'Oh ! Pucés », 60 rue Jules Guitton à Angers : **Assemblée générale du NPA 49**

Samedi 13 mars : **le DAL-49 appelle à manifester** contre les expulsions de logement à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, dans le cadre d'un appel national du Réseau Stop aux Expulsions de Logement (RéSEL).



Demandeurs d'asile : une « New House » à Angers

Un troisième squat a été ouvert à Angers pour accueillir les demandeurs d'asile. Alors que l'État devrait les accueillir dans des structures ad hoc, ce sont maintenant plus de 160 « DA » qui logent dans les squats de la ville ouverts avec les militants solidaires. Pendant ce temps, la mairie fait venir ses huissiers et demande l'expulsion des réfugiés...

C'est le 20 décembre que le 16 rue du Port de l'Ancre (quartier Thiers-Boisnet), une ancienne usine dont l'étage supérieur décoré d'une tête de cheval avait été aménagé en lofts, a été réquisitionné par les demandeurs d'asiles et les militants. En plus de celui de La Roseraie qui héberge 70 personnes, de celui de Verneau qui en héberge une soixantaine, ce dernier squat en héberge aujourd'hui une quarantaine, dont beaucoup de Somaliens fuyant la guerre civile. La structure légale d'Espace Accueil est en effet depuis belle lurette complètement surchargée.

La réquisition du 16 fut un nouveau démenti à la préfecture (à laquelle la loi impose normalement de trouver un gîte aux demandeurs d'asile) et à la mairie d'Angers qui prétendent qu'il n'existe pas d'habitations libres habitables sur la ville. En réalité cet immeuble, qui est propriété de la ville, comporte déjà deux appartements aménagés muni de cuisines et de sanitaires et ses nouveaux habitants s'activent désormais pour en améliorer le confort.

La réaction de la Mairie a été de nouveau problématique. Alors que le bâtiment n'était pas promis à une démolition immédiate (les Restos du coeur voisins ont été prévenus que les opérations immobilières touchant le pâté de maisons n'auraient pas lieu avant 2012), alors qu'une adjointe (Mme R. Véron) déclarait la veille qu'il n'y aurait pas d'expulsion, la mairie a déposé un référé en ce sens le 7 janvier, dont le rendu devrait être donné le 14. Les arguments sur les défauts de « sécurité » de l'immeuble peuvent pourtant être retournés : pourquoi la mairie n'envoie-t-elle pas ses services mettre si besoin les équipements du squat en conformité au lieu de chercher à expulser ?

Par ailleurs, la seule offre officielle faite aux demandeurs d'asile reste un hébergement nocturne au CESAME et l'obligation diurne d'affronter dehors les frimas de l'hiver (offre bien évidemment refusée par les « DA »)... Même si ce n'est pas à la Mairie, mais à la préfecture, d'assurer l'hébergement des demandeurs d'asile, elle ne peut ainsi botter en touche et se rendre ainsi, *nolens volens*, complice de la politique rétrograde de l'État sarkozyste.

Une cinquantaine de personnes a exprimé sa solidarité avec les demandeurs d'asile (DA) d'Angers le 16 janvier, devant la préfecture. Elle manifestait aussi en défense des 10 accusés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes (procès du 25 au 27 janvier). Une délégation a été reçue par le directeur du cabinet du préfet. Le soir, un concert de soutien aux DA au squat "New House" s'est tenu au 16 rue du port de l'Ancre à Angers.



Non à la casse de l'enseignement public ! Oui à un lycée public à Beaupréau !

Le Gouvernement Sarkozy, à l'instar de ses prédécesseurs de droite, n'a jamais caché ses préférences pour l'enseignement privé. Les accords du Latran pour l'enseignement supérieur ou l'augmentation considérable des postes au CAFEP (concours pour les enseignants du privé) alors que le nombre de postes au CAPES régresse en sont des illustrations incontestables. L'attaque frontale contre les concours des métiers de l'enseignement menée derrière le sournois paravent de la soi-disant « mastérisation » montre également que la droite entend remettre en cause les garanties statutaires des enseignants afin de pouvoir à terme privatiser l'enseignement public lui-même.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le refus du préfet de région de voir enfin réalisé le projet d'une cité scolaire à Beaupréau, alors même que la région, après six années de mandat, se déclarait prête à le porter. Depuis des lustres, la droite et le conseil général du Maine et Loire manœuvrent pour maintenir le monopole de l'enseignement aux établissements privés à prétexte confessionnel dans les Mayennes. Les parents du secteur de Beaupréau ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école publique dans plus de la moitié des communes. Seulement 15% des collégiens peuvent être scolarisés dans l'unique collège public existant dans un rayon de 10 km autour de Beaupréau (qui comprend 4 collèges privés). Pour aller au Lycée public, les jeunes doivent aller à Cholet ou Angers. Cette grave atteinte à la laïcité reste tout à fait inacceptable.

Le temps n'est pas aux demi-mesures qui viseraient à la construction de locaux n'abritant que des filières de formation professionnelle ou une simple annexe d'un lycée public déjà existant. Il faut construire les bâtiments, assurer la dotation en personnels d'un lycée général public de plein exercice et y adjoindre un Collège.

La liste « Tous ensemble la gauche vraiment » se joint au Collectif Vigilance Laïcité pour appeler à manifester nombreux dimanche 7 février à 15h devant la préfecture de région, 6 quai Ceneray à Nantes

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE DU CAPITALISME

Les délocalisations semblent être le seul moyen pour les industriels et leurs sous-traitants (quand ils peuvent le faire) de faire face à la concurrence internationale. Bien sûr les entreprises gardent un pôle de recherche et de développement technologique en France, avec un minimum de salariés, mais pour combien de temps ? Il apparaît clairement que la logique du MEDEF et du gouvernement est de suivre ce mouvement capitaliste mondial, appelé « mondialisation », et d'appeler la population à se spécialiser et à subir le système de formation et d'enseignement qui devient de plus en plus un outil destiné à servir le patronat et ses besoins.

Les conséquences de cette logique sont inévitables, les licenciements explosent, les emplois disparaissent et à terme un grand nombre de salariés se retrouvera sur le carreau à moyen et long terme. Même une reprise de leur croissance ne changera pas cet état de fait.

Nous en venons donc au taux de chômage. L'UNEDIC a raccourci depuis 2006 le temps d'indemnisation des chômeurs, renvoyant donc très rapidement les demandeurs d'emplois au RSA. Le patronat se décharge donc de sa responsabilité sur l'Etat.

Alors que signifie le propos relevé par les médias concernant ce million de personne arrivant en fin de droit ?

Le RSA, comme le RMI n'est attribué aux chômeurs que s'ils vivent seuls ou si leur partenaire est lui-même au RSA. C'est-à-dire qu'un couple au RSA, sans enfant touchera 690 euros. Mais si son conjoint touche 690 euros par mois, alors le chômeur ne touchera rien, n'aura aucune aide pour financer une formation hormis celles choisies par l'Etat en fonction des besoins des entreprises. Cela dit avec le RMI le problème était le même.

La différence c'est que la durée d'indemnisation ASSEDIC a été si raccourcie que les salariés au chômage passent plus rapidement qu'avant d'un salaire à une indemnisation UNEDIC puis à rien. En dehors du sens symbolique, qui en dit long sur la conception gouvernementale du passage du revenu minimum d'insertion (RMI) au revenu de solidarité active (RSA), le RSA signe la criante précarisation de ses allocataires avec ce nouveau système à cause de la disparition des droits automatiques afférents (aide EDF, GDF, CMU, Formations...). L'ancien dispositif RMI, tenait compte de la situation des gens individuellement, le RSA règle froidement la question en fonction du seul critère financier, avec 800 euros par mois de rentrée d'argent, au RSA, fini les aides.

Le chiffre global du chômage toutes catégories confondues est de 4 millions 349 400 de personnes, selon le ministère de l'emploi. Ce chiffre ne tient pas compte des salariés à temps partiel non inscrits au Pôle emploi (surtout des femmes), ni du nombre important de gens radiés régulièrement par ce tout nouveau pôle emploi qui malheureusement a davantage les moyens de contrôler que de réellement aider les chômeurs. Un exemple d'une ironie sans nom vu la période : la formation professionnelle financée par l'UNEDIC existe à la seule condition que le chômeur ait une promesse d'embauche en CDI à la fin.

Enfin, en ce qui concerne le chômage partiel, au niveau local, selon la Direction départementale du travail de Maine-et-Loire, il a explosé en 2009 par rapport à 2008 : 873 demandes contre 183 l'année précédente. Environ 1,2 millions d'heures auraient ainsi été financées par l'Etat, pour un coût de 4 millions d'euros, dans notre département, essentiellement au profit des entreprises liées à l'automobile (Valeo Eclairages, Scania, Michelin, Paulstra). Le recours au chômage partiel a été un moindre mal, mais il a quand même entraîné une baisse de revenus pour les travailleurs concernés.

Ces salariés mis en chômage technique régulièrement, indemnisés par l'UNEDIC en fonction du cahier de commande du patronat, ne sont pas comptabilisés dans les chiffres du chômage puisque seul les chômeurs à temps partiel d'au-delà de 6 semaines, sont considérés comme étant à la recherche d'un emploi.



Selon l'INSEE le taux de chômage localisé en Pays de la Loire a explosé depuis un an même si la région est sous la moyenne nationale, passant de 6.1 % de la population active fin 2008 à 8.1% fin 2009, alors qu'au niveau national on passe de 7,4% à 9.1% sur la même période. En Sarthe la situation est la plus inquiétante avec un taux de chômage à 9.2%.

La Vendée enregistre la plus forte hausse avec 40,8 % sur un an.

Sur la période de septembre 2008 à septembre 2009, le nombre d'offres d'emploi de catégories A, B et C collectées par Pôle emploi a baissé de 18,4 % dans les Pays de la Loire.

Devons nous payer leur crise ?



www.npa2009.org

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens.

En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Permanence du NPA 49 à Angers

Samedi 11h - 12h :

En haut de place Imbach

Contacts

Angers

npa49@yahoo.fr

Cholet

cholet.npa@orange.fr

Saumur

npa_saumurois@hotmail.fr

(le site du NPA 49)

npa49.free.fr

(le blog du NPA Cholet)

choletnpa49.unblog.fr

Répondeur/Fax : **02 41 25 19 10**



Dans les pays de la Loire, une liste unitaire regroupant NPA, Front de gauche, Alternatifs et FASE se présente aux élections régionales des 14 et 21 mars. Elle est le fruit de longues négociations initiées par le NPA. Dans une situation particulière (une minorité importante de militants du PCF ayant choisi de rallier la liste du PS), il a été possible de dépasser les divergences et les blocages rencontrés par le NPA au niveau national et dans la plupart des régions.

Des revendications du NPA telles que l'interdiction des licenciements et le SMIC à 1500 euros (au niveau national), le refus des subventions aux entreprises ou établissements privés, et l'objectif à la fois social et écologiste de transports gratuits (au niveau régional) ont été reprises, parfois avec des modulateurs mais sans les remettre en cause. Il a été acté qu'une éventuelle fusion avec une liste du PS et/ou des Verts pour battre la droite au 2e tour devrait se faire sur une base démocratique, à la proportionnelle des résultats électoraux, et non sur la base d'un improbable accord politique avec le PS. Il a également été accepté par les partenaires de l'alliance que les éventuels élus du NPA puissent conserver leur indépendance et leur liberté de vote par rapport à une majorité régionale que le NPA estimerait dirigée par le PS et Europe-Écologie.

Réciproquement, le NPA a accepté que la tête de liste régionale soit du Parti de Gauche (alors que le NPA était arrivé largement en tête devant le Front de gauche aux Européennes dans les Pays de la Loire). Deux militants du NPA conduisent la liste dans les deux départements les plus peuplés de la région (qui en comporte cinq) : la Loire-Atlantique (avec Laurette Chesnais) et le Maine et Loire (avec Jean-Luc Godet). La tête de liste régionale désignée par le Parti de Gauche est Marc Gicquel, ancien conseiller régional Anjou-écologie-autogestion (AEA).



Chaque semaine, LISEZ...

